

Etat espagnol : Les enjeux des élections du 20 décembre

lundi 7 décembre 2015, par [BATOU Jean](#), [PASTOR Jaime](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2015).

Notre bimensuel « solidaritésS » s'est entretenu avec Jaime Pastor, l'un des premiers initiateurs du mouvement Podemos dans l'Etat espagnol, membre aussi de l'association Anticapitalistas. Avec bon nombre de militant·e·s, bien que continuant à militer activement en son sein, il conteste aujourd'hui l'orientation politique plus consensuelle, de même que le fonctionnement organisationnel semi-présidentiel et centralisateur donné au mouvement par la direction Pablo Iglesias.

Jean Batou - Les élections du 20 décembre prochain marquent une étape dans la dérive des institutions de l'Etat espagnol. Quelle signification faut-il leur donner ?

Jaime Pastor - Elles ont beaucoup d'importance pour plusieurs raisons. Fondamentalement, parce qu'elles se déroulent dans le cadre d'une triple crise. D'abord, celle du modèle de « capitalisme populaire », lequel a connu un essor spectaculaire depuis une vingtaine d'années et débouche aujourd'hui sur une explosion des inégalités, une privatisation croissante du bien commun, des taux de chômage élevés et une précarité généralisée. Ensuite, celle de l'organisation territoriale de l'Etat. Enfin, celle d'un système politique fondé sur l'alternance au gouvernement de deux grands partis : le Parti Populaire (PP - droite conservatrice) et le Parti socialiste (PSOE) ; tous les deux sont en effet très touchés par des scandales de corruption qui sont perçus comme structurels par la majorité de la population.

Pour la première fois depuis la « Transition » postfranquiste, il est très probable que ces deux grands partis ne recueillent pas ensemble plus de 50% des voix, tandis que deux nouvelles forces politiques (Ciudadanos et Podemos) peuvent acquérir un poids très important dans le nouveau parlement. Dans ce cadre, le débat sur la nécessité d'une nouvelle « Transition », ou d'un nouveau procès constituant, sera à l'ordre du jour.

La crise en cours combine des mobilisations sociales et démocratiques explosives, qui se sont exprimées massivement dans la rue, chahutant les équilibres politiques issus de la transition postfranquiste. Quelle lecture fais-tu son expression électorale actuelle, marquée notamment par la forte croissance des intentions de vote pour Ciudadanos et le net tassement de celles pour Podemos ?

Malheureusement, le cycle de luttes populaires ouvert le 15 mai 2011 (15M) est terminé depuis longtemps (sans doute depuis juin 2013). Par ailleurs, l'évolution politique de Podemos et son modèle de parti n'ont pas contribué à appuyer son projet électoral sur un effort constant pour renforcer la conflictualité sociale. Dans ce cadre, Ciudadanos (avec l'aide de certains pouvoirs économiques) a profité pour se profiler comme un « populisme de droite », favorable à une simple

auto-réforme du régime dans le cadre des politiques d'austérité néolibérales de l'Union Européenne. Ceci dit, un fort pourcentage d'électeurs·trices n'ont pas encore décidé ce qu'ils-elles allaient voter. Podemos, et surtout les coalitions de gauche en Catalogne, Galice et Pays Valencien, peuvent renforcer leurs positions pendant la campagne électorale en cours, qui paraît donc tout à fait décisive.

Pour quelles raisons la question nationale joue-t-elle un rôle aussi important dans l'accélération en cours de la crise de l'Etat espagnol ?

La question nationale joue aujourd'hui un rôle très important. En effet, malgré les pactes de la « Transition » postfranquiste, le régime actuel défend fondamentalement un nationalisme espagnol qui n'a pas rompu avec certains traits et symboles de la période franquiste. Il s'est ainsi refusé à toute avancée en direction d'un Etat fédéral. C'était compter sans la puissance historique – qui s'est encore renforcée récemment – des nationalismes catalan, basque et galicien, que heurtent de plein fouet les effets re-centralisateurs de la crise économique en cours. Ainsi, en particulier en Catalogne, des courants significatifs ne se contentent plus aujourd'hui de demander le droit de décider de leur futur, mais exigent leur indépendance. Ces évolutions constituent un facteur permanent de crise du régime actuel.

Quelles devraient être les priorités politiques des Anticapitalistes de l'Etat espagnol dans la période qui vient ?

Je crois que nos tâches doivent partir du besoin de construire une véritable alternative. Ainsi, même si nous n'arrivons pas à disposer d'un rapport de forces suffisant dans le prochain parlement pour ouvrir un processus constituant, nous devons insister sur la nécessité d'un programme de rupture avec les politiques d'austérité néolibérales de l'UE et la dictature de la dette, ainsi qu'avec le régime corrompu et re-centralisateur qui est son fidèle serviteur.

Nous devrions aussi proposer l'ouverture d'un processus de refondation de Podemos comme « parti-mouvement » qui vise la convergence avec d'autres secteurs : ceux, par exemple, qui se sont reconnus dans les candidatures d'unité populaire lors des dernières élections locales, mais aussi ceux qui se reconnaissent aujourd'hui dans les nouvelles coalitions formées en Catalogne et en Galice... Nous avons besoin d'un nouveau type de parti qui puisse contribuer à l'ouverture d'un nouveau cycle de luttes et d'auto-organisation populaires, capable de mettre en échec toute tentative de stabiliser le régime au pouvoir dans cette nouvelle étape.

Entretien réalisé par Jean Batou

P.-S.

*Entretien à paraître en Suisse dans le prochain numéro de « solidaritéS ».